

**INTEGRATION DES ETUDES GENRE A L'ENSEIGNEMENT  
SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE EN R. D. CONGO. EXEMPLE DE  
L'INSTITUT SUPERIEUR DE DEVELOPPEMENT RURAL DE BUKAVU**

*Par le Professeur Bosco MUCHUKIWA RUKAKIZA*

Contacts : Tél. : (+ 243) 997. 759. 238 et (+243) 853. 545. 739

E-mail : [bosco7muchukiwa@gmail.com](mailto:bosco7muchukiwa@gmail.com)

<https://www.isdrbukavu.ac.cd/recherche/publications/>

***Mots clés :** Processus, opportunité, défis et éducation au genre*

***Abstract :** L'intégration des études genre en RD Congo est timide malgré les plaidoyers en faveur du ministère de l'enseignement supérieur et universitaire. L'ISDR-Bukavu s'est engagé dans ce secteur pour briser la résistance à la promotion d'une culture de genre et servir d'exemple aux autres instituts et universités. Au stade embryonnaire, l'expérience de l'ISDR-Bukavu en matière d'éducation formelle au genre permet de comprendre le processus d'intégration des études genre, les opportunités à saisir, les défis à surmonter et la leçon principale à retenir selon laquelle les pratiques précèdent le droit. C'est dans cet horizon d'interprétation des faits et d'écriture du processus qu'il faille lire ce résumé des rapports d'enquête de décembre 2016 et de janvier 2017 enrichis par l'expérience personnelle comme Directeur Général de l'Institut.*

## **1. Contexte**

La population congolaise à majorité paysanne vit en milieu rural. Elle y subit le poids des traditions et coutumes qui continuent à perpétuer les rapports d'inégalités sociales. Les femmes paysannes participent peu ou rarement aux activités de développement rural et à la gestion de la chose publique pour exercer le pouvoir et acquérir l'autonomie économique. Les inégalités liées aux sexes sont évidentes et entretenues par le régime de socialisation, les perceptions négatives à l'égard des femmes et la féminisation de la pauvreté. C'est pourquoi l'ISDR-Bukavu forme pour éveiller la conscience des étudiant(e)s sur la nécessité et l'importance

d'intégrer le genre dans les projets et les organisations de développement en vue de contribuer au développement intégral des communautés rurales.

## **2. Objectifs**

Mon exposé n'aborde pas l'histoire de l'institut Supérieur de Développement rural de Bukavu (ISDR-Bukavu). Car, le plan stratégique de 2015 à 2025<sup>1</sup>, le dépliant et les autres documents conçus pour la visibilité fournissent des renseignements utiles et nécessaires sur cet institut. En exposant sur cette thématique, mon objectif est de décrire brièvement le processus qui a conduit à l'intégration des études genre à l'ISDR-Bukavu. Le processus comporte la création du Centre de Recherche et d'Expertise en Genre et Développement (CREGED), l'élaboration du programme de formation académique en genre, l'ouverture du département de Genre et Développement Durable à l'ISDR-Bukavu et l'organisation des activités de sensibilisation. Cette expérience unique en R.D. Congo renferme des leçons à partager et révèle des obstacles majeurs à surmonter en vue de parvenir à intégrer effectivement les études genre dans les programmes de l'ESU et la recherche universitaire. Pour cette raison, nous décrivons notre expérience en trois temps : le processus d'intégration des études genre, les opportunités à saisir pour promouvoir l'éducation formelle au genre et les défis rencontrés en parcours.

## **3. L'intégration des notions de genre en étude de développement rural**

Le processus d'intégration des notions de genre comporte trois moments importants, à savoir l'introduction du cours de genre et développement durable, la création du Centre de Recherche et d'Expertise en Genre et Développement, les enquêtes d'évaluation des intervenants et besoins en genre, l'ouverture du département genre et développement durable.

Depuis octobre 2012, l'ISDR-Bukavu a inclus dans son programme de formation des Techniciens en Développement Rural (TDR), le cours dénommé genre et Développement. Ce cours est destiné aux étudiants de G2 de toutes les

---

<sup>1</sup> ISDR-Bukavu, *Plan stratégique de 2015-2025*, Bukavu, novembre 2015, 67p.

options pour les sensibiliser et les outiller sur les notions de genre et les rendre capables d'initier des projets sensibles au genre, c'est-à-dire des projets qui tiennent compte de la dimension homme-femme pour leur développement intégral.

En 2014, l'ISDR-Bukavu a créé l'Unité de Recherche en Genre et Développement<sup>2</sup>. Elle est devenue le Centre de Recherche et d'Expertise en Genre et Développement (CREGED) en vue d'effectuer des recherches et d'organiser des formations sur le genre et le développement durable. Ledit centre poursuit cinq objectifs, à savoir : constituer un réseau d'expertise sur le genre, entreprendre des recherches sur la thématique de genre, avoir une base des données sur cette thématique, organiser des formations universitaire et professionnelle sur le genre et le développement durable, et promouvoir le dialogue avec les dirigeants, les responsables de la société civile et les autres partenaires sur les faits en rapport avec le genre. Le CREGED a accueilli trois post-doctorats qui mènent des recherches sur les femmes dans les mines, sur leur accès aux services de base, et sur femmes, pouvoir et société. Les deux premiers résultats sont publiés dans les cahiers du CERPRU respectivement sous les titres de '*personnes déplacées et provision de la justice en R.D. Congo*<sup>3</sup>' et de '*Entre conflits et développement : l'expérience des populations de l'Est de la RD Congo*<sup>4</sup>'.

En décembre 2016 et janvier 2017, l'ISDR-Bukavu a organisé avec l'appui financier de son partenaire deux enquêtes. La première enquête a consisté à dresser la cartographie des intervenants en genre dans tous les secteurs à Bukavu et à Uvira. La deuxième enquête a consisté à évaluer l'état d'intégration des notions de genre dans le cursus de formation universitaire dans les établissements publics et privés de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) dans la ville de Bukavu. Les résultats relatifs aux deux enquêtes sont postés au site du CREGED. Brièvement, la première enquête a identifié six centres de recherche et de documentation sur le genre au Sud-Kivu. L'enquête n'a pas établi une nette distinction à ce sujet car les appellations varient d'une structure à l'autre. Les expressions couramment utilisées sont : le centre de documentation numérique, le réseau, le service spécialisé ou le projet. Les 27 organisations identifiées en charge du genre et développement abordent les thématiques d'autonomisation économique

<sup>2</sup> Direction Générale, *Décision n°042/2014 du 15 août 2014 portant création d'une Unité de Recherche en Genre et Développement à l'ISDR-Bukavu*, Bukavu, le 15 août 2014, 2p.

<sup>3</sup> *Cahiers du CERPRU*, n° spécial, 25<sup>e</sup> année, n° 24, avril 2017, 165p.

<sup>4</sup> *Cahiers du CERPRU*, n° spécial, 26<sup>e</sup> année, n° 25, mai 2018, 238p.

et d'intégration politique de la femme, de leadership féminin, de droits de la femme, de planification familiale, de violences sexuelles basées sur le genre, de participation de la femme à la consolidation de la paix, de l'entrepreneuriat féminin, etc. Les publications sont constituées des rapports d'activités et de quelques enquêtes sur la parité, l'accès des femmes à la terre, le travail des femmes, etc. Les expertises en genre et développement peu spécialisées comprennent les sociologues, psychologues, théologiens, philosophes, politologues, etc.

La deuxième enquête a montré que le manque d'un programme d'études genre est à la base de la dispersion des contenus des cours dispensés et de la méthodologie d'enseignement. D'après cette enquête, 70% des établissements de l'ESU n'intègrent pas les notions de genre dans le cursus de formation universitaire. Ils sont insensibles à l'évolution du contexte national et international. En revanche, 25% des établissements de l'ESU à Bukavu intègrent les notions de genre dans les cours auxiliaires notamment le Droit, la psychologie clinique, l'éducation civique et initiation à la citoyenneté, la sociologie sexuelle, l'éducation morale et société, etc. Seulement 5% des établissements sont proactifs pour avoir introduit le cours de genre et développement dans le programme de formation universitaire. La même enquête révèle que les contenus des cours sont peu élaborés et enseignés par les expertises non spécialisées en genre. Les femmes professeuses sont plus actives et dynamiques dans la promotion de la culture de genre. Les hommes qui les appuient sont qualifiés de "*genrés*" qu'ils se retrouvent dans le secteur associatif ou universitaire, public ou privé. Cette qualification véhicule l'idée de féminisation.

Les TFC et mémoires des étudiants sur la thématique de genre et développement sont peu approfondis. L'absence d'un programme de maîtrise en genre et développement au Sud-Kivu pousse les candidats à le suivre à Bujumbura au Burundi. Les insuffisances remarquables ici et là sont comblées par les ONG nationales, internationales et les agences du Système des Nations Unies qui organisent des formations de courte durée destinées aux partenaires locaux, aux leaders communautaires. Ces formations à la carte et de type informel visent à les outiller en vue de lutter contre les VSBG et de mener des plaidoyers. Les appuis accordés aux organisations de femmes ou à leurs regroupements trouvent également des explications dans cette logique, celle qui consiste à éveiller une

conscience politique et à promouvoir les droits des femmes dans tous les domaines (politique, économique. Social et culturel).

Pour concrétiser son engagement en matière de promotion de la culture de genre, le Comité de Gestion de l'ISDR-Bukavu a réuni, en août 2017, les corps scientifique et académique en vue d'élaborer le programme des cours de l'option Genre et Développement Durable. Couvrant le premier et le deuxième cycles, ce programme vise les objectifs qui sont entre autres : (1) former des jeunes cadres capables de contribuer à l'intégration de genre et à l'autonomisation de la femme dans sa dimension transversale, (2) former les jeunes cadres capables de travailler avec les ONG nationales et internationales, privées et publiques, les structures étatiques sur les questions de genre et développement durable, (3) former les jeunes cadres universitaires capables de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable<sup>5</sup>, etc.

Le programme conçu et mis en application le 15 octobre 2017 présente la particularité de dresser la cartographie des débouchés, des partenaires, des ressources humaines et matérielles à mobiliser pour atteindre les objectifs ci-dessus. Adapté aux études des milieux ruraux, le programme met l'accent particulier sur les cours à caractère social, humain et pratique. Chaque cours a un contenu bien défini en fonction du nombre d'heures et des matières prévues par promotion. Par exemple, le programme de formation universitaire de cinq années prévoit les connaissances sur la sociologie de genre, la psychologie de genre, les techniques d'élaboration et de mise en œuvre des politiques de genre, etc. Enfin, le programme prévoit huit cours de formation professionnelle et les axes thématiques de recherche en genre et développement durable. Il est prévu que les recherches abordent plusieurs champs pour vérifier les théories et dégager les constantes. Les axes de recherche privilégiés sont : genre, emploi et entrepreneuriat ; genre et santé de reproduction ; genre, croyances et religions ; genre, habitat et énergies, etc.

Pour asseoir ce département, le Comité de Gestion a nommé, le 24 novembre 2017, le chef et le secrétaire de département chargés d'assurer le suivi, d'encadrer et d'entendre les doléances de 75 premiers étudiants inscrits en G2, car le programme est de tronc commun en G1. La première cohorte de 64 étudiants qui

---

<sup>5</sup> ISDR-Bukavu, *Programme des cours de l'option en Genre et Développement Durable. Niveaux de technicité A1 et A0*, Bukavu, le 16 août 2017, 24p.

seront diplômés en option Genre et Développement Durable sera proclamée, mardi, le 31 juillet 2019.

#### **4. Les opportunités pour développer une culture de genre à l'ESU en RD Congo**

Les études genre constituent un nouveau champ de formation universitaire et de recherches scientifiques qui attirent des étudiants ainsi que des enseignants et chercheurs en vue d'acquérir des nouvelles connaissances et de tester des hypothèses de recherche. Les étudiants en formation à l'ISDR-Bukavu seront capables d'offrir des services à la communauté pour son développement intégral. Pour y parvenir, la volonté de l'Etat congolais est indispensable pour promouvoir la parité et le genre. A ce stade, sa volonté timide apparaît dans les différents textes juridiques, se manifeste par l'existence du ministère de genre, enfant et famille, et par l'autorisation des acteurs de la société civile et les organisations internationales à travailler en faveur de l'intégration politique et l'autonomisation de la femme.

#### **5. Les défis à l'intégration des études genre à l'enseignement supérieur et Universitaire en RD Congo**

La promotion d'une culture d'égalité des droits, pouvoirs, responsabilités et chances requiert l'implication de divers acteurs à tous les niveaux sans distinction d'âges, des sexes, des religions et des positions sociales. La promotion d'une culture de genre passe par le creuset d'éducation au genre, car elle est indispensable pour changer les rapports sociaux d'inégalité liée aux sexes. Les défis majeurs à l'intégration des études genre à l'ESU sont le non reconnaissance du programme d'études genre, les perceptions et les mentalités rétrogrades, le partenariat peu sensible aux questions de genre et le manque des spécialistes en études genre. Premièrement, les innovations sont difficilement acceptées par des collègues enseignants suite aux perceptions négatives à l'égard des femmes et aux mentalités rétrogrades de la plupart des populations face à la modernité. Ils exigent que le programme national en études genre et l'autorisation du ministère de l'ESU soient obtenus pour fonctionner. Depuis l'année académique 2013-2014, les instructions du ministère de l'ESU riment dans ce sens et ordonnent les chefs d'établissements de combattre toute forme de discrimination à l'égard du sexe

féminin au moment du recrutement du personnel, de l'octroi des bourses d'études et des inscriptions des étudiants<sup>6</sup>.

En 2016, le principe de parité et de genre a été réaffirmé par le ministre honoraire Théophile MBEMBA FUNDU DI LUYINDU en ces termes : *“pour soutenir les efforts des scientifiques, des chercheurs et en particulier ceux des femmes qui sont peu nombreuses en milieu universitaire, le ministre soumettra au gouvernement dans un proche avenir l'examen de deux projets de décrets portant création de deux fonds, le premier destiné à favoriser les publications scientifiques dans les revues internationales et le second destiné à encourager la promotion des femmes scientifiques en milieux universitaires”*<sup>7</sup>.

Les innovations institutionnelles ne sont suffisantes malgré ce discours qui traduit la volonté de l'Etat congolais d'opérer le changement mais les applications ne suivent pas. Les appuis du PNUD en vue d'intégrer dans l'offre de formation académique les notions de genre ne sont pas suffisamment exploitées. En août 2016<sup>8</sup> et en novembre 2017<sup>9</sup>, deux années successives, le PNUD a soutenu deux ateliers en vue de stimuler les autorités nationales à prendre des décisions qui permettent d'intégrer les notions de genre dans le cursus de formation académique. Les engagements timides ne dépassent pas le pic de promesses. Le cadre légal demeure donc un défi à surmonter. Ces deux ateliers constituent des repères importants dans la sensibilisation des chefs des établissements d'enseignement supérieur et universitaire sur la nécessité d'intégrer les notions de genre dans les filières de formation académique et de collaborer avec le ministère de genre, le PNUD, l'ONU-femmes, le FNUAP et les autres partenaires pour développer les programmes de formation et de recherche sur le genre. Deuxièmement, le défi à lever concerne la formation des professeurs qualifiés dans les questions de genre.

---

<sup>6</sup> Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et recherche Scientifique, *Instruction académique n°015/MINESURS/CABMIN/BCL/GGP/du...septembre 2013 portant directives sur la rentrée académique 2013-2014 à l'attention des chefs d'établissements publics et privés d'Enseignement Supérieur, Universitaire et Recherche Scientifique*, Kinshasa, septembre 2013, p.45.

<sup>7</sup> *Allocution de Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire à l'occasion de l'ouverture solennelle de l'année académique 2016-2017*, Kisangani, le 15 octobre 2016, p.10.

<sup>8</sup> Atelier scientifique préparatoire à la table ronde sur l'intégration du genre dans les études en sciences sociales et humaines en RDC, Kinshasa, du 10 au 12 août 2016.

<sup>9</sup> Table ronde sur l'intégration du genre dans les programmes de l'enseignement et la recherche universitaire en RDC, Kinshasa, du 27 au 29 novembre 2017.

L'ISDR-Bukavu fait appel aux sociologues, aux juristes, aux politologues et aux psychologues qui sont informés sur cette thématique. Ils documentent les cours par quelques livres et revues spécialisés en la matière. Enfin, ils bénéficient des apports des ateliers organisés et financés par les ONG sur le thème principal : intégration du genre, participation politique et autonomisation des femmes<sup>10</sup> pour améliorer leurs connaissances.

## Conclusion

L'expérience de l'ISDR-Bukavu a commencé en octobre 2012 par inclure le cours de genre et développement au programme en vue de réveiller la conscience des étudiants et étudiantes sur la nécessité d'intégrer le genre dans les projets et les organisations de développement qu'ils auront à initier pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population en général et dans la lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre en particulier<sup>11</sup>. Ensuite, il a été créé le CREGED pour développer la formation académique et professionnelle, la recherche scientifique, le réseau et la banque des données sur le genre. Avec le financement de ses partenaires occidentaux, trois post-doctorats effectuent des recherches sur les femmes dans les mines, sur l'accès des femmes aux services de base, et sur les femmes, le pouvoir et la société.

Quelques étudiants rédigent les TFC et les mémoires sur le genre. Dès octobre 2017, 75 étudiants sont inscrits au programme d'études genre. L'ISDR-Bukavu organise les conférences et les ateliers sur le genre pour consolider son expérience et mène les recherches sur les VSBG, etc. Les résultats sont postés aux sites de l'institut et du CREGED pour la conscientisation à la culture de genre. La radio universitaire de l'ISDR-Bukavu fait la vulgarisation par l'émission intitulée : femmes et société. Cette radio a déjà animé les émissions sur femme et participation politique, sur la conception sociale d'une femme politicienne, sur la vie des femmes dans les milieux ruraux, sur femme et emploi, sur la parité, sur

---

<sup>10</sup> ISDR-Bukavu, Rapport du colloque financé par le PNUD sur *Intégration du genre et autonomisation des femmes, avancées et défis. Quelle base line pour l'évaluation d'ici 2030*, Bukavu, du 27 au 28 juin 2017, 20p.

<sup>11</sup> Bosco MUCHUKIWA RUKAKIZA, *Syllabus du cours de genre et développement*, ISDR-Bukavu, année académique 2013-2014, 27p.



femmes et violences basées sur le genre, sur genre et enfant, sur femme ménagère et travail, sur femme et habillement, etc.

La création du département de Genre et Développement Durable avec son programme bien défini est le couronnement des efforts antérieurs et servira de modèle aux autres ISDR. Cet exemple permet de comprendre que l'intégration des études genre à l'ESU est un processus complexe qui implique différents acteurs à tous les niveaux. L'implication de l'Etat congolais est capitale pour organiser le secteur de l'éducation formelle au genre, reconnaître le programme, orienter les nouvelles demandes sociales et faire le suivi. Les activités organisées pour promouvoir l'égalité des droits et responsabilités relèvent de l'éducation informelle au genre. Celle-ci est antérieure à l'éducation formelle au genre. A ce stade d'évolution, l'ISDR-Bukavu envisage obtenir la reconnaissance et la légalisation de son programme d'études genre par le ministère de l'ESU pour garantir une longue vie, former les enseignants spécialistes, développer le partenariat, implanter les cercles de réflexion pour offrir des espaces de débat sur le genre en vue de briser des tabous et d'organiser la formation professionnelle pour les agents des ONG et de l'administration publique.

Bukavu, le 3 novembre 2018.

Prof. Bosco MUCHUKIWA RUKAKIZA

*Vous pouvez télécharger cette publication sur :*  
<https://www.isdrbukavu.ac.cd/recherche/publications/>